
**Lettre ouverte de la fédération des syndicats SUD éducation
à M. Lejeune, directeur de cabinet de la Ministre de l'éducation nationale**

**Conseil supérieur de l'éducation du 8 octobre 2015 :
le « dialogue social » à sens unique selon le gouvernement !**

Saint-Denis, le 8 octobre 2015

Monsieur de directeur de cabinet,

La fédération des syndicats SUD éducation tient à faire part de son indignation concernant le maintien de la séance du Conseil Supérieur de l'Education du jeudi 8 octobre 2015.

En effet, dans la mesure où les syndicats CGT, FSU, Solidaires (dont SUD éducation), ainsi que l'UNEF et UNL, appelaient à une mobilisation interprofessionnelle et à des grèves ce jour-là contre la politique d'austérité du gouvernement, notre fédération, avec d'autres, avait demandé en amont le report de la séance de ce jour. Vous l'avez refusé.

Pire, le CSE, lors de sa séance du mercredi, a adopté un vœu demandant le report de la séance du 8 octobre, vœu que nous avons présenté et qui a été soutenu par la majorité de ses membres. Vous avez décidé de la maintenir malgré ce vote.

Cette décision crée un précédent en maintenant une séance un jour de mobilisation interprofessionnelle nationale.

Cela ne fait qu'illustrer une nouvelle fois la conception toute particulière du « dialogue social » qu'a le gouvernement : le passage en force, dans le mépris des personnels et de leurs organisations syndicales.

La récente décision d'appliquer unilatéralement le protocole PPCR (sur les Parcours professionnels, les carrière et les rémunérations dans la fonction publique), pourtant rejeté par les organisations syndicales selon les critères de la « loi du 5 juillet 2010 sur le dialogue social » qui instaure des accords majoritaires dans la Fonction publique, en est un exemple parmi d'autres.

Concernant l'Éducation nationale, le ministère qui s'était engagé en début de mandat à respecter les décisions des instances n'a jamais tenu cet engagement et a publié tous ses textes, même lorsqu'ils avaient été rejetés par le CSE et/ou par le CT-MEN.

Alors que les personnels sont toujours mobilisés contre la réforme du collège et que les formations obligatoires se mettent en place à marche forcée, cette volonté de faire adopter les textes des programmes du collège adossée à la réforme, en maintenant cette séance du CSE coûte que coûte, ne nous surprend pas. Nous réaffirmons ici notre opposition tant à la réforme du collège qu'aux projets de programmes présentés lors de cette séance.

Tout cela confirme que le prétendu « dialogue social » n'est qu'une farce visant à légitimer les politiques gouvernementales quand des organisations syndicales les soutiennent tout en comptant pour du beurre lorsque les représentant-e-s des personnels s'y opposent. Nous ne sommes pas dupes.

Veillez agréer, Monsieur de directeur de cabinet, notre attachement au service public d'éducation, aux droits des personnels et donc au respect de leurs représentant-e-s,

Sabine Duran,

Co-secrétaire de la fédération SUD éducation et
représentante de la fédération SUD éducation au CSE



Philippe Martinais,

Co-secrétaire de la fédération SUD éducation

